

|  |
| --- |
| **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES** |

**ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES**

|  |
| --- |
| **Fourniture de matériels pour le balisage lumineux des Aéroports Ajaccio Napoléon Bonaparte et Figari Sud Corse** |

**Chambre de Commerce et d’Industrie de Corse**

**Rue Adolphe Landry**

**CS 10210**

**20293 BASTIA CEDEX**

**Tél :04.95.51.55.55 (AJACCIO)**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| L'ESSENTIEL DU CONTRAT | | |
|  | **Objet** | Fourniture de matériels pour le balisage lumineux des Aéroports Ajaccio Napoléon Bonaparte et Figari Sud Corse |
|  | **Type de contrat** | Accord-cadre |
|  | **Nombre de lots** | 7 |
|  | **Tranches optionnelles** | Sans tranches optionnelles |
|  | **Clause sociale** | Sans |
|  | **Clauses environnementales** | Sans |
|  | **Durée / Délai** | Défini par lot |
|  | **Reconduction** | Avec |
|  | **Prix** | Prix unitaires |
|  | **Variation des prix** | Avec |
|  | **Avance** | Sans |

**SOMMAIRE**

[1 - Dispositions générales du contrat 4](#_Toc183428700)

[1.1 - Objet du contrat 4](#_Toc183428701)

[1.2 - Décomposition du contrat 4](#_Toc183428702)

[1.3 - Type d'accord-cadre 4](#_Toc183428703)

[1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande 5](#_Toc183428704)

[2 - Pièces contractuelles 5](#_Toc183428705)

[3 - Durée et délais d'exécution 5](#_Toc183428706)

[3.1 - Durée du contrat 5](#_Toc183428707)

[3.2 - Reconduction 6](#_Toc183428708)

[3.3 Pièces et attestations à fournir dans le cadre de Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail) 6](#_Toc183428709)

[4 - Prix 6](#_Toc183428710)

[4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués 6](#_Toc183428711)

[4.2 - Modalités de variation des prix 6](#_Toc183428712)

[5 - Garanties Financières 7](#_Toc183428713)

[6 - Avance 7](#_Toc183428714)

[7 - Modalités de règlement des comptes 7](#_Toc183428715)

[7.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs 7](#_Toc183428716)

[7.2 - Présentation des demandes de paiement 7](#_Toc183428717)

[7.3 - Délai global de paiement 8](#_Toc183428718)

[7.4 - Paiement des cotraitants 8](#_Toc183428719)

[7.5 - Paiement des sous-traitants 8](#_Toc183428720)

[8 - Conditions d'exécution des prestations 8](#_Toc183428721)

[9 - Développement durable 9](#_Toc183428722)

[10 - Constatation de l'exécution des prestations 9](#_Toc183428723)

[10.1 - Vérifications 9](#_Toc183428724)

[10.2 - Décision après vérification 9](#_Toc183428725)

[11 - Garantie des prestations 9](#_Toc183428726)

[12 - Maintenance 9](#_Toc183428727)

[13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle 9](#_Toc183428728)

[14 - Pénalités 9](#_Toc183428729)

[14.1 - Pénalités de retard 9](#_Toc183428730)

[14.2 - Pénalité pour travail dissimulé 10](#_Toc183428731)

[15 - Assurances 10](#_Toc183428732)

[16 - Clause de réexamen 10](#_Toc183428733)

[17 - Résiliation du contrat 11](#_Toc183428734)

[17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre 11](#_Toc183428735)

[17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire 11](#_Toc183428736)

[18 - Règlement des litiges et langues 11](#_Toc183428737)

[19 - Dérogations 11](#_Toc183428738)

|  |
| --- |
| 1 - Dispositions générales du contrat |

## 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

Fourniture de matériels pour le balisage lumineux des Aéroports Ajaccio Napoléon Bonaparte et Figari Sud Corse

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par l'entité adjudicatrice.

Lieu(x) d'exécution :

Aéroport d'Ajaccio Napoléon Bonaparte

20090 AJACCIO

Aéroport Figari Sud Corse

20114 FIGARI

20090 AJACCIO

## 1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 7 lot(s) :

|  |  |
| --- | --- |
| Lot(s) | Désignation |
| 01 | Fourniture feux de balisage à LED et halogène HI (hors sol et encastrés) pièces détachées et accessoires |
| 02 | Fourniture feux de balisage à LED (hors sol et encastrés) pièces détachées et accessoires |
| 03 | Fourniture feux de balisage à LED (obstacle) pièces détachées et accessoires |
| 04 | Fourniture de panneaux de signalisation et d'obligation à LED, pièces détachées et accessoires |
| 05 | Fourniture de câble et de connectique pour le balisage primaire et secondaire, basse tension et accessoires |
| 06 | Fourniture de régulateur à courant constant biphasé type CEI et FAA L828/829, pièces détachées et accessoires |
| 07 | Fourniture de transformateur élévateur et abaisseur pour le balisage BT parallèle et l'alimentation des mâts d'éclairage, pièces détachées et accessoires |

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

## 1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Lot 1 : Fourniture feux de balisage à LED et halogène HI (hors sol et encastrés) pièces détachées et accessoires

Montant Maximum Annuel : 600 000 € HT

(Le montant sera identique pour chaque période de reconduction)

Lot n°2 : Fourniture feux de balisage à LED (hors sol et encastrés) pièces détachées et accessoires

Montant Maximum Annuel : 800 000 € HT

(Le montant sera identique pour chaque période de reconduction)

Lot n°3 : Fourniture feux de balisage à LED (obstacle) pièces détachées et accessoires

Montant Maximum Annuel : 600 000 € HT

(Le montant sera identique pour chaque période de reconduction)

Lot n°4 : Fourniture de panneaux de signalisation et d'obligation à LED, pièces détachées et accessoires

Montant Maximum Annuel : 600 000 € HT

(Le montant sera identique pour chaque période de reconduction)

Lot n°5 : Fourniture de câble et de connectique pour le balisage primaire et secondaire, basse tension et accessoires

Montant Maximum Annuel : 300 000 € HT

(Le montant sera identique pour chaque période de reconduction)

Lot n°6 : Fourniture de régulateur à courant constant biphasé type CEI et FAA L828/L829, pièces détachées et accessoires

Montant Maximum Annuel : 600 000 € HT

(Le montant sera identique pour chaque période de reconduction)

Lot n°7 : Fourniture de transformateur élévateur et abaisseur pour le balisage BT parallèle et l'alimentation des mâts d'éclairage, pièces détachées et accessoires

Montant Maximum Annuel : 600 000 € HT

(Le montant sera identique pour chaque période de reconduction)

## 1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par l'entité adjudicatrice.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.

- la date et le numéro du marché ;

- la date et le numéro du bon de commande ;

- la nature et la description des prestations à réaliser ;

- les délais de livraison (date de début et de fin) ;

- les lieux de livraison des prestations ;

- le montant du bon de commande ;

- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

La durée maximale d'exécution des bons de commande est de 1 mois.

Seuls les bons de commande signés par le représentant de l'entité adjudicatrice peuvent être honorés par le ou les titulaires.

|  |
| --- |
| 2 - Pièces contractuelles |

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières

- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes

- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021

- Le bordereau des prix unitaires (BPU)

- L'offre technique et financière du titulaire

|  |
| --- |
| 3 - Durée et délais d'exécution |

## 3.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an.

L'accord-cadre est conclu à compter de la date de notification du contrat.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

## 3.2 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 4. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 5 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par l'entité adjudicatrice au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

## 3.3 Pièces et attestations à fournir dans le cadre de Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail)

Le titulaire s’engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu’à la fin de l’exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l’honneur prévues à l’article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par la CCIACS, à l’adresse suivante : **http://www.e-attestations.fr**

A défaut, le marché est résilié dans les conditions prévues à l’article 16.1 du présent CCAP.

|  |
| --- |
| 4 - Prix |

## 4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

## 4.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par les formules suivantes :

|  |  |
| --- | --- |
| Lot(s) | Formules |
| |  | | --- | | 01 | | Cn = 15.0% + 85.0% (BT47 (n) / BT47 (o)) |
| |  | | --- | | 02 | | Cn = 15.0% + 85.0% (BT47 (n) / BT47 (o)) |
| |  | | --- | | 03 | | Cn = 15.0% + 85.0% (BT47 (n) / BT47 (o)) |
| |  | | --- | | 04 | | Cn = 15.0% + 85.0% (BT47 (n) / BT47 (o)) |
| |  | | --- | | 05 | | Cn = 15.0% + 85.0% (BT47 (n) / BT47 (o)) |
| |  | | --- | | 06 | | Cn = 15.0% + 85.0% (BT47 (n) / BT47 (o)) |
| |  | | --- | | 07 | | Cn = 15.0% + 85.0% (BT47 (n) / BT47 (o)) |

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.

- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.

- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Les index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Lot(s) | Code | Libellé | |
| |  | | --- | | 01 | | BT47 | Index du bâtiment - Électricité - Base 2010 | |
| |  | | --- | | 02 | | BT47 | Index du bâtiment - Électricité - Base 2010 | |
| |  | | --- | | 03 | | BT47 | Index du bâtiment - Électricité - Base 2010 | |
| |  | | --- | | 04 | | BT47 | Index du bâtiment - Électricité - Base 2010 | |
| |  | | --- | | 05 | | BT47 | Index du bâtiment - Électricité - Base 2010 | |
| |  | | --- | | 06 | | BT47 | Index du bâtiment - Électricité - Base 2010 | |
| |  | | --- | | 07 | | BT47 | Index du bâtiment - Électricité - Base 2010 | |
| 5 - Garanties Financières | | | |

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

|  |
| --- |
| 6 - Avance |

Aucune avance ne sera versée.

|  |
| --- |
| 7 - Modalités de règlement des comptes |

## 7.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

## 7.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

1° La date d'émission de la facture ;

2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;

3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;

5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;

6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;

7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;

8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;

9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;

10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;

11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;

12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 13001457400029

## 7.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

## 7.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

## 7.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom de l'entité adjudicatrice, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

|  |
| --- |
| 8 - Conditions d'exécution des prestations |

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Aéroports d'Ajaccio Napoléon Bonaparte et Figari Sud Corse

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification par le biais du profil d'acheteur d'une décision, observation ou information faisant courir un délai n'est pas prévue.

Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

Conditions de livraison :

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS.

Formation du personnel :

Le titulaire assurera la formation du personnel chargé d'utiliser les prestations.

|  |
| --- |
| 9 - Développement durable |

Il n'est prévu aucune obligation environnementale dans l'exécution de l'accord-cadre.

|  |
| --- |
| 10 - Constatation de l'exécution des prestations |

## 10.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

## 10.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, l'entité adjudicatrice prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

|  |
| --- |
| 11 - Garantie des prestations |

Les prestations feront l'objet d'une garantie de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 33 du CCAG-FCS.

|  |
| --- |
| 12 - Maintenance |

Les prestations feront l'objet d'une maintenance assurée par le titulaire pendant une durée de 1 an à compter de la date d'admission des prestations. Les conditions de cette maintenance sont définies à article 32 du CCAG-FCS.

|  |
| --- |
| 13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle |

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

|  |
| --- |
| 14 - Pénalités |

## 14.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 1,0/1000, conformément aux stipulations de l'article 14.1.1 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Conformément aux stipulations de l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 10,0 % du montant du marché, de la tranche ou du bon de commande.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

## 14.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, l'entité adjudicatrice applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

|  |
| --- |
| 15 - Assurances |

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

|  |
| --- |
| 16 - Clause de réexamen |

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent accord-cadre.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans l'accord-cadre, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. L'entité adjudicatrice peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinatrice dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position de l'entité adjudicatrice est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans les cas suivants :

La procédure de réexamen ainsi définie peut-être initiée dans les cas suivants :

-Evolution du nombre d'appareil à entretenir

En cours de marché, le nombre d’appareils à entretenir pourra être modifié dans la limite de plus ou moins 20% sans qu’il soit procédé à l’établissement d’un avenant.

-Remplacement de matériels

En cas de changement de matériel le titulaire devra informer en application des clauses du CCTP, le Représentant de l'Entité Adjudicatrice. A ce titre, le titulaire fournira tous les documents techniques des nouveaux matériels. La fixation des prix pour la maintenance des nouveaux matériels devra être similaires et en cohérence avec les prix établis dans le BPU, les prestations à effectuer sur les nouveaux matériels seront identiques à celles prévues au cahier des clauses techniques particulières pour les matériels initiaux.

-Prix nouveaux

Dans le cas où il serait nécessaire d'établir un prix nouveau au sein du BPU, le marché pourra faire l'objet d'un réexamen afin d'ajouter, modifier ou supprimer des catégories de prestations dans le BPU. Ces modifications ne pourront intervenir jusqu'à deux fois par an et ne pourront porter que sur 30% maximum des lignes du BPU (en création ou modification). Elles devront faire l'objet d'une négociation avec le titulaire et d'une signature d'un document par les deux parties.

|  |
| --- |
| 17 - Résiliation du contrat |

## 17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par l'entité adjudicatrice, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

L'entité adjudicatrice se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

## 17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à l'entité adjudicatrice par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

L'entité adjudicatrice adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

|  |
| --- |
| 18 - Règlement des litiges et langues |

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Bastia est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

|  |
| --- |
| 19 - Dérogations |

- L'article 8 du CCAP déroge à l'article 3.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services

- L'article 9 du CCAP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021

- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services

- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services

- L'article 17.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services